

PREFECTURE DE L'EURE

DAI/BCV/UE/MH/0412861

ROUTE NATIONALE 13
DEVIATION SUD-OUEST D'EVREUX
CONTOURNEMENT DE PARVILLE

Direction Départementale de l'Équipement
Demandeuse

**ARRETE D'AUTORISATION
EN APPLICATION DES DISPOSITIONS
DES ARTICLES L.211-1 ET L.214-1 ET SUIVANTS
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE L'EURE
*Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU :

le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre II,
le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R 11.4 à R11.14,
la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,
la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi de la loi 76-629 du 10 juillet 1976 susvisée,
le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée,
le décret n° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau,
le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques et modifiant le décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 susvisé et l'annexe du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 susvisé,
le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

.../...

le décret du 16 novembre 1999 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement à 2x2 voies de la déviation sud-ouest d'Evreux entre les RN 154 au sud d'EVREUX, au lieu-dit Les Bas Fayaux, et la RN 13 à l'entrée ouest de la commune de Parville, portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Arnières-sur-Iton et d'Evreux et conférant le caractère de route express à l'ensemble de la déviation de la RN 13 au sud d'Evreux comprenant la déviation sud-ouest d'Evreux, la déviation sud-est d'Evreux et son raccordement à la RN 13 à l'est,

l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1993 relatif au schéma départemental de vocation piscicole et halieutique des cours d'eau du département de l'Eure,

l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1993, modifié par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1993 et complété par l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1994, organisant la police et la gestion de l'eau dans le département de l'Eure,

la demande du 20 janvier 2004 par laquelle la Direction Départementale de l'Equipeement sollicite l'autorisation d'effectuer les travaux relatifs au contournement de Parville par la RN13, dans le cadre de la déviation sud-ouest d'Evreux,

le dossier des travaux joint à cette demande,

l'arrêté préfectoral du 5 août 2004 prescrivant une enquête publique du 13 septembre 2004 au 14 octobre 2004, sur le territoire des communes d'Evreux et de Parville, portant sur la demande susvisée,

les conclusions et l'avis motivé du commissaire enquêteur du 3 novembre 2004,

l'avis du conseil départemental d'hygiène du 7 décembre 2004.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRETE

ARTICLE 1 : AUTORISATION DES TRAVAUX

La Direction Départementale de l'Equipeement est autorisée à effectuer les travaux du contournement de Parville par la RN 13, dans le cadre de la déviation sud-ouest d'Evreux, conformément aux pièces techniques et plans du dossier de travaux susvisé et aux conditions du présent arrêté.

Ces travaux consistent en la construction d'une plate-forme routière à 2x2 voies et comprennent la réalisation des chaussées et carrefours giratoires, l'implantation et l'exploitation des installations de traitement, de collecte et de rejet des eaux pluviales de cette plate-forme routière, ainsi que les ouvrages de rétablissement des écoulements superficiels en provenance des bassins versants naturels et le rétablissement des voies de communication traversées par le projet.

ARTICLE 2 : RETABLISSEMENT DES ECOULEMENTS SUPERFICIELS

Tous les écoulements superficiels des bassins versants naturels seront rétablis dans les passages interceptés par la plate-forme routière.

Les ouvrages assurant ces rétablissements seront dimensionnés pour un événement pluvieux de retour de cent ans.

.../...

ARTICLE 3 : OUVRAGES DE COLLECTE DES EAUX DE PLATE-FORME

Les eaux de la plate-forme routière seront collectées dans un réseau et acheminées vers six bassins de traitement multifonctions.

Le réseau de collecte sera dimensionné pour un épisode pluvieux de retour de dix ans et sera imperméabilisé à l'argile.

Tous les bassins de traitement des eaux de chaussées seront dimensionnés pour un événement pluvieux de retour de vingt ans.

Les bassins n°1a et 1b seront étanchéifiés avec une membrane, les autres bassins de traitement seront imperméabilisés à l'argile.

Tous les bassins seront équipés des dispositifs suivants, à l'exception des bassins n°1c dédié à l'infiltration et 6b équipé d'une surverse :

- Dispositif de type déshuileur et régulateur de débit en sortie d'ouvrage complétant la décantation particulière,
- Vanne de sécurité manuelle,
- Dispositif de by-pass,
- Rampe d'accès pour entretien

Le débit de fuite en sortie d'ouvrage sera régulé à 10 l/s maximum pour les bassins n° 1, 2, 5 et 6, et à 20 l/s pour les bassins n° 3 et 4.

ARTICLE 4 : NIVEAUX DE REJET

Les eaux rejetées ne devront pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

La couleur des eaux rejetées après traitement ne devra pas provoquer de coloration visible des milieux récepteurs.

Les eaux rejetées ne devront pas contenir de substances capables de nuire à la qualité des eaux souterraines ou d'entraîner la destruction de la faune aquatique, de nuire à son alimentation ou à sa reproduction, ni d'altérer sa valeur alimentaire.

Les échantillons moyens journaliers (prélèvements homogénéisés non filtrés ni décantés) en sortie des dispositifs d'épuration des eaux pluviales devront respecter les exigences épuratoires minimales suivantes :

- Pour les bassins de traitements multifonctions 1, 2, 3 et 4 :

Paramètre	Concentrations maximales	Rendement épuratoire minimal	Nombre minimal annuel d'analyses	Valeurs réductrices
température	T < 25°		4	
PH	6 < PH < 8,5		4	
MES	40 mg/l	80%	8	85 mg/l
DCO	40 mg/l	50%	8	150 mg/l
Pb	50 µg/l		4	
Zn	3 mg/l		4	
HC	1 mg/l		4	

- Pour les bassins de traitements multifonctions 5 et 6 :

Paramètre	Concentrations maximales	Rendement épuratoire minimal	Nombre minimal annuel d'analyses	Valeurs réductrices
température	T < 25°		4	
PH	6 < PH < 8,5		4	
MES	25 mg/l	80%	8	85 mg/l
DCO	30 mg/l	50%	8	150 mg/l
DBO 5	6 mg/l	60 %	8	40 mg/l
Pb	23 µg/l		4	
Zn	140 µg/l		4	
HC	100 µg/l		4	

- Point particulier :

Le demandeur assurera une surveillance de la qualité des eaux de la mare Pétré, avec une analyse au minimum chaque année, portant sur les paramètres indiqués dans le tableau précédent.

Les frais d'analyses seront pris en charge par le demandeur.

- Pour les paramètres MES, DCO et DBO 5 :

Un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si l'une au moins des deux valeurs (concentration au rejet – rendement épuratoire) est respectée.

Parmi les échantillons déclarés non conformes, aucun d'entre eux ne doit dépasser les valeurs réductrices.

Les rejets seront jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes ne dépasse pas le nombre prescrit dans le tableau suivant :

Nombre d'échantillons prélevés dans l'année	Nombre maximal d'échantillons non conformes
4 - 7	1
8 - 16	2
17 - 28	3
29 - 40	4

- pour les paramètres Pb, Zn, HC :

Le rejet est déclaré conforme sur l'année considérée si la concentration moyenne annuelle est respectée.

ARTICLE 5 : PHASE TRAVAUX

L'implantation des installations de chantier sera limitée au strict nécessaire et sera réalisée en dehors des zones sensibles, constituées par la limite du périmètre de protection éloignée proposé pour les forages de la vallée de la Queue d'Hirondelle et par un rayon de 20 mètres autour de la mare Pétrél. Un fossé de ceinture sera édifié dès leur construction.

La plate-forme de terrassement sera régulièrement aspergée pour limiter la production de poussières.

L'emprise des travaux sera isolée du milieu environnant par la mise en place de fossés de collecte des eaux de ruissellement

Les bassins de décantation provisoire pour la collecte des eaux de ruissellement des plate-formes terrassées seront équipés en sortie d'un dispositif de filtration assurant un traitement complémentaire des matières en suspension, et seront installés de préférence à l'emplacement des bassins de traitement multifonction définitifs et au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

L'entretien des véhicules de chantier, ainsi que leur approvisionnement en carburant seront effectués dans un endroit non susceptible de permettre un transfert rapide d'une pollution accidentelle vers les eaux de surface ou souterraines.

La construction d'aires étanches équipées de dispositifs de rétention et de traitement des eaux provenant de ces aires devra assurer une protection constante et efficace contre tout risque de déversement accidentel.

Les aires de stockage des hydrocarbures et autres produits dangereux seront imperméabilisées et équipées de dispositifs de rétention ; les eaux de ruissellement seront dirigées vers un bassin de décantation provisoire, les produits de vidange seront ensuite collectés en fûts fermés avant leur acheminement vers une décharge agréée.

- Point particulier :

Le demandeur devra faire procéder à une étude géotechnique complémentaire sur le site du bassin n°6b, en raison de la localisation au droit de cet ouvrage d'un indice de bétroie/marnière potentielle.

.../...

Cette étude, qui sera adressée au service de police des eaux pour avis préalable, devra préciser la solution éventuellement à mettre en œuvre pour le traitement de cette cavité souterraine au regard du fonctionnement du bassin n° 6b.

ARTICLE 6 : PHASE EXPLOITATION

Tous les ouvrages devront être constamment entretenus en bon état de fonctionnement, sous la responsabilité pleine et entière du demandeur.

Toutes les opérations d'entretien et d'analyse seront consignées dans un registre tenu sous la responsabilité du demandeur, qui communiquera en fin d'année au service de police des eaux une copie de ce registre ainsi que l'état prévisionnel des interventions.

Pour tous travaux nécessitant l'interruption du fonctionnement normal des bassins de traitement multifonctions, le demandeur prendra avis au moins un mois à l'avance du service de police des eaux.

En période hivernale, les salages préventifs seront privilégiés, ainsi que l'utilisation de sels sous forme de saumure plutôt que sous forme solide.

L'emploi de tout herbicide est interdit dans un rayon de 10 mètres autour de la mare Pétrel et du bassin d'infiltration n°1c.

Le demandeur devra mettre en place les opérations d'entretien systématique des ouvrages de collecte et de traitement dans les conditions suivantes :

- Entretien des bassins : deux visites par an au minimum sur chaque ouvrage, notamment suite à un épisode de précipitations importantes (orages, neige, grêle), avec obligatoirement un nettoyage des bouches avaloirs et des grilles, des descentes d'eau ainsi que leurs entrées et sorties, une évacuation de tous les détritiques et flottants, la remise en place des tampons déplacés, la vérification des collecteurs et des descentes d'eau, le contrôle de la présence de zones d'effondrement ou de ravinement et de l'envasement éventuel du bassin avec curage si nécessaire et élimination des boues par un centre de traitement ou par tout autre moyen agréé.
- A chaque fois que cela est nécessaire, le demandeur assurera un débroussaillage des bassins et l'entretien des zones enherbées, en particulier dans les fossés pour éviter toute formation d'embâcle susceptible de générer des dysfonctionnements dans l'acheminement normal des eaux collectées provenant de la plate-forme routière.
- Entretien des séparateurs d'hydrocarbures : deux visites par an au minimum, avec obligatoirement un curage comprenant la surveillance du degré d'encrassement et de l'état de fonctionnement de l'obturateur, un pompage des hydrocarbures et des boues, un contrôle de la paroi de la cuve et de son étanchéité, et l'évacuation dans un centre agréé pour le traitement de ces déchets.
- Entretien des dispositifs de rejet en milieu naturel : une visite tous les 3 ans au minimum, avec le nettoyage des avaloirs, grilles et descentes d'eau, contrôle de l'état des dispositifs de dispersions et de leurs effets, l'évacuation des détritiques et le débroussaillage dans un rayon de cinq mètres minimum autour des points de rejets de manière à assurer leur bon fonctionnement.

ARTICLE 7 : INTERVENTION EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE

Un réseau d'appel téléphonique d'urgence sera mis en place le long de l'itinéraire dans un délai maximal d'un an après la mise en service du contournement de Parville, une première borne devra être obligatoirement être installée à proximité du carrefour giratoire de Parville.

Le demandeur assurera la mise à disposition des plans de récolement des dispositifs d'assainissement de la plate-forme routière ainsi que leur mode de fonctionnement aux Services départementaux d'incendie et de secours ainsi qu'au gestionnaire du réseau de collecte de l'agglomération d'Evreux.

Le demandeur établira préalablement à la mise en service de la plate-forme routière un schéma d'intervention précisant l'emplacement des bassins de traitement et des accès piétons aux ouvrages de vannages, le mode opératoire spécifique à chaque bassin et le dispositif à fermer en première urgence, afin d'éviter toute fausse manœuvre.

Ce schéma d'intervention devra être établi en cohérence avec le Plan Départementale de Lutte contre les Pollutions Accidentelles.

Le demandeur réalisera, préalablement à la mise en service de la plate-forme routière, des simulations de déversements accidentels afin de tester l'efficacité de ce schéma d'intervention.

Un exercice de simulation d'accident sur les bassins n° 1, n° 2 et n°5 sera régulièrement organisé et réalisé par le demandeur afin de tester la coordination des différents intervenants.

En cas de pollution accidentelle, dès réception d'un message d'alarme, le demandeur s'assurera en permanence d'une intervention par les agents du centre d'entretien et d'intervention (CEI) de la Rougemare, dans un délai maximal de trois heures à compter de la réception du message d'alerte, en coordination avec l'ensemble des services de secours concernés.

Il s'assurera en particulier de l'information nécessaire et continue du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la préfecture de l'Eure.

L'intervention des agents d'exploitation, sous la responsabilité du demandeur, portera sur les points suivants :

- Repérage rapide du lieu de l'accident, du sens d'écoulement des fossés grâce aux balises repères et de l'exutoire concerné et grâce au schéma d'intervention préalablement établi.
- Si le déversement accidentel peut être contenu au droit des fossés d'assainissement, mise en place de barrage temporaire localisé en aval du fossé concerné et de hauteur suffisante pour éviter une surverse.
- En cas d'incendie, les moyens utilisés devront être adaptés pour minimiser un éventuel impact sur le milieu récepteur.

- Déclenchement de l'intervention d'une société spécialisée et agréée pour purger et évacuer les matériaux pollués en vue de leur traitement ultérieur en centre agréé, et pour nettoyer les ouvrages et les dispositifs d'assainissement concernés par l'accident.

Le cas échéant, les sols imprégnés suite à un déversement accidentel devront également être traités.

La remise en état définitive du site après intervention sera réalisée par les agents du CEI, sous le contrôle du service de police des eaux qui sera destinataire d'un rapport d'accident circonstancié établi par le demandeur.

ARTICLE 8 : CONTROLES

Le contrôle de la conformité des travaux de réalisation du contournement de Parville par la RN 13 sera réalisé par le service de police des eaux, dont les agents devront à tout moment pouvoir disposer d'un libre accès à toutes les installations objet de la présente autorisation.

Le demandeur bénéficiaire de l'autorisation devra être en mesure de justifier au service de police des eaux :

- Les fréquences, méthodes et résultats des opérations de contrôle du bon fonctionnement des ouvrages de traitement des eaux de la plate-forme routière.
- La régularité des opérations d'entretien définies par le présent arrêté.
- La destination des produits de vidange, de curage et de nettoyage des ouvrages de collecte et de traitement, qui seront évacués dans le respect de la réglementation en vigueur respective à leur nature.

Ces justificatifs seront tenus à la disposition du service de police des eaux, et conservés au moins :

- Deux ans pour les opérations effectuées plus d'une fois par an.
- Pendant toute la durée séparant trois campagnes pour les opérations espacées de plus d'un an.

ARTICLE 9 : SANCTIONS

Le non-respect des dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues au Livre II, Titre 1^{er}, Chapitre VI du Code de l'Environnement.

ARTICLE 10 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 11 : VALIDITE DE L'AUTORISATION

La durée de validité de la présente autorisation est fixée à trente ans.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de dix ans.

ARTICLE 12 : RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de ROUEN

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte a été notifié,
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en service de l'installation.

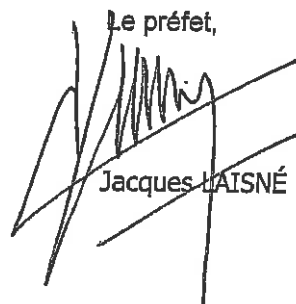
ARTICLE 13 : AMPLIATION DE L'ARRETE

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- MM. les maires d'EVREUX, PARVILLE et GAUVILLE LA CAMPAGNE, en 3 exemplaires, pour affichage et archivage,
- M. le Président du Conseil Général de l'Eure,
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération d'EVREUX,
- Mme la Présidente du Syndicat Aval de la Vallée de l'Iton,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Technicien de l'Environnement, Chef de la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche,
- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie

Evreux, le 22 décembre 2004

Le préfet,



Jacques LAISNÉ